

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-023

DU 28 JANVIER 2022

ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET DÉCHETS - BIODIVERSITÉ - ORGANISMES ASSOCIÉS SECTEUR ENVIRONNEMENT - PREMIÈRES AFFECTATIONS 2022

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n°360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 publié au JOUE L114 du 26 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et modifié par le règlement 2018/1923 du 7 décembre 2018 publié au JOUE L313 du 10 décembre 2018 et par le règlement 2020/1474 du 13 octobre 2020 publié au JOUE L337 du 14 octobre 2020 ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

VU le régime exempté SA.59108 relatifs aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 du 26 juin 2014 modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi du n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU la délibération n° CP 06-716 du 21 septembre 2006 relative à l'adhésion de la région Île-de-France à l'association Réserves Naturelles de France (RNF) ;

VU la délibération n° CR 30-06 du 5 octobre 2006 relative aux nouvelles compétences régionales sur le patrimoine naturel d'Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 14-084 du 30 janvier 2014 modifiée approuvant la convention triennale d'objectifs et de moyens avec BRUITPARIF ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 127-16 du 7 juillet 2016 modifiée portant approbation du dispositif Île-de-France propre et à la mise en œuvre du fonds propreté modifiée ;

VU la délibération n° CR 174-16 du 22 septembre 2016 relative aux engagements de la région vers un objectif « zéro déchet » en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2018-450 du 17 octobre 2018 relative à l'Eau, milieux aquatiques et humides - troisième affectation 2018 - fonds d'urgence inondations - dernière affectation 2018 ;

VU la délibération n° CP 2018-555 du 21 novembre 2018 portant approbation de la convention-type pluriannuelle en faveur des « Têtes de réseaux » ;

VU la délibération n° CR 2019-053 du 21 novembre 2019 portant approbation du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets d'Île-de-France et de son rapport environnemental associé ;

VU la délibération n° CR 2019-060 du 21 novembre 2019 portant approbation de la Stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 ;

VU la délibération n° CP 2020-068 du 31 janvier 2020 portant approbation du Règlement d'intervention de la Stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 modifié par délibération n° CP 2021-198 du 1^{er} avril 2021 ;

VU la délibération n° CP 2020-152 du 4 mars 2020 approuvant la convention triennale d'objectifs et de moyens avec l'Institut Paris Region pour 2020-2022 ;

VU la délibération n° CP 2020-118 du 4 mars 2020 approuvant la convention quinquennale d'objectifs et de moyens entre la Région Île-de-France et l'Agence des Espaces verts pour 2020-2024 ;

VU la délibération n° CR 2020-040 du 24 septembre 2020 portant approbation de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) ;

VU la délibération n° CP 2021-198 du 1^{er} avril 2021 portant approbation de la suite de la mise en œuvre des propositions issues de la COP pour l'aménagement durable et l'environnement ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2021-290 du 22 juillet 2021 relative aux politiques régionales économie circulaire et déchets, énergie-climat et air : affectations pour 2021 ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-457 du 22 septembre 2021 pour que la Région devienne membre de l'UICN ;

VU la délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 relative aux politiques régionales économie circulaire et déchets : affectations pour 2021 ;

VU les statuts de Réserves Naturelles d'Île-de-France dont la région Île-de-France est membre, approuvés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 09/10/2015 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour l'année 2022 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement ;

VU le rapport n°CP 2022-023 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **zéro déchet et économie circulaire** », au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe n°1 à la délibération, par l'attribution de subventions en investissement d'un montant total prévisionnel maximum de **1 288 807,20 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **1 288 807,20 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 72 « Actions en matière des déchets », programme HP 72-001 (172001) « Prévention et gestion des déchets », action 17200106 « Economie circulaire et déchets » du budget 2022.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **zéro déchet et économie circulaire** », au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe n°1 à la délibération, par l'attribution de subventions en fonctionnement d'un montant total prévisionnel maximum de **30 000,00 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations d'engagement de **30 000,00 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 72 « Actions en matière des déchets », programme HP 72-001 (172001) « Prévention et gestion des déchets », action 17200107 « Economie circulaire et déchets », du budget 2022.

Article 3 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Fonds propreté** », au financement des opérations détaillées dans la fiche-projet figurant en annexe n°1 à la délibération, par l'attribution d'une subvention en investissement d'un montant total prévisionnel maximum de **54 060,00 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **54 060,00 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 72 « actions en matière des déchets », programme HP 72-001 (172001) « Prévention et gestion des déchets », action 17200109 « Fonds propreté », du budget 2022.

Article 4 :

Affecte, dans le cadre de la **mise en œuvre des politiques régionales économie circulaire et déchets**, un montant d'autorisations d'engagement de **20 000,00 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-008 (171008) « Actions transversales », action 17100804 « Etudes, prospective et valorisation », du budget 2022.

Article 5 :

Décide de verser la **cotisation annuelle** de **9 000,00 €** au profit de Réserves Naturelles de France (RNF).

Affecte une autorisation d'engagement de **9 000,00 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Patrimoine naturel », programme HP 76-003 (176003) « Protection des milieux naturels et des paysages », action 17600302 « Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité », du budget 2022.

Article 6 :

Décide d'adhérer à l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles (UICN) et de verser la cotisation annuelle correspondante d'un montant de **11 252,00 €**.

Affecte à ce titre, une autorisation d'engagement de **11 252,00 €**, disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-008 (171008) « Actions transversales », action 17100803 « Soutien aux associations et organismes œuvrant pour l'environnement », du budget 2022.

Article 7 :

Décide, au titre du **Soutien aux associations et organismes œuvrant pour l'environnement**, de participer au financement de l'opération détaillée dans la fiche-projet présentée en annexe n° 2, par l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de **12 360,00 €**.

Affecte une autorisation d'engagement de **12 360,00 €**, disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-008 (171008) « Actions transversales », action 17100803 « Soutien aux associations et organismes œuvrant pour l'environnement », du budget 2022.

Article 8 :

Décide d'accorder, à titre exceptionnel, une dérogation à la mesure « 100 000 stages » à la

commune de Beton-Bazoches, pour la subvention qui lui a été accordée par délibération n° CP 2018-450 du 17 octobre 2018 susvisée, au titre du dispositif « Politique de l'Eau ».

Approuve en conséquence la fiche-projet modifiée n° 18010007 figurant en annexe n° 3 à la présente délibération.

Article 9 :

Décide d'attribuer à l'Institut Paris Region environnement une subvention d'un montant total de **3 179 000,00 €**.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **3 179 000,00 €**, disponible sur le chapitre 937 « environnement », code fonctionnel 71 « actions transversales », programme HP 71-008 (171008) « actions transversales », action 17100805 « soutien à l'Institut Paris Region environnement », du budget 2022 ;

Décide d'attribuer à l'AEV une subvention d'un montant maximum de **5 719 000,00 €**.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **5 719 000,00 €** disponible sur le chapitre 937 « environnement », code fonctionnel 76 « patrimoine naturel », programme HP 76-001 (176001) « Agence des espaces verts », action 17600104 « soutien à l'AEV », du budget 2022 ;

Décide d'attribuer à Bruitparif deux subventions d'un montant total de **861 000,00 €**.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **672 000,00 €**, disponible sur le chapitre 937 « environnement », code fonctionnel 78 « autres actions », programme HP 78-002 (178002) « lutte contre le bruit », action 17800203 « soutien à Bruitparif », du budget 2022 ;

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **189 000,00 €** disponible sur le chapitre 907 « environnement », code fonctionnel 78 « autres actions », programme HP 78-002 (178002) « lutte contre le bruit », action 17800203 « soutien à Bruitparif », du budget 2022.

Article 10 :

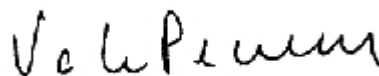
Décide de transférer à MILLE PIQUANTS la subvention n° 20013155 attribuée antérieurement à LES P'TIT KIPIKS par délibération n° CP 2020-459 du 15 octobre 2020 d'un montant de 10 000,00 €, tel que cela figure en annexe n° 4 de la délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de l'avenant figurant en annexe n° 4 et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 11 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 29 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 29 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-lmc1139087-DE-1-1) et affichage ou notification le 29 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 Fiches projets Zéro déchet et Fonds propreté

DOSSIER N° EX061686 - Lutter contre les gaspillages dans le milieu hôtelier

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	25 400,00 € TTC	25,00 %	6 350,00 €
Montant total de la subvention			6 350,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES HOTELS SOLIDAIRES

Adresse administrative : 98 RUE REGNAULT
75013 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Antoine JANOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'association a besoin de relancer son activité, très impactée par la crise de la COVID-19 et la fermeture des hôtels, le plus rapidement possible.

Description :

Les sources de gaspillage sont multiples dans le milieu hôtelier : les buffets de petit déjeuner génèrent des surplus de viennoiseries non consommées, les produits d'accueil mis à disposition des clients sont utilisés de manière très partielle par chaque client, tout drap troué ou taché doit être remplacés...

L'association « Les Hôtels Solidaires », créée en avril 2018, avec pour mission de développer une économie circulaire et solidaire, en jouant le rôle de chaînon manquant entre d'une part, les hôtels désirant réduire leur gaspillage et améliorer leur impact environnemental et d'autre part, les associations caritatives à la recherche de produits alimentaires et d'hygiène. Pour cela, l'association organise des collectes auprès des hôtels partenaires et la redistribution aux associations caritatives qui portent assistance aux personnes en situation de vulnérabilité financière, sociale et psychologique. Elle a également créé un atelier de surcyclage, qui transforme le linge hôtelier usagé en produits textiles de seconde vie qui sont également redistribués aux bénéficiaires des associations.

Afin d'accroître la lutte anti-gaspillage dans le milieu hôtelier et développer une économie circulaire, l'association compte entre 2022 et 2024 : doubler le nombre d'hôtels partenaires, augmenter progressivement le nombre de collectes pour atteindre 4 collectes hebdomadaires, surcycler plus de 8 000 m2 de tissu pour produire près de 25 000 produits, éviter le gaspillage de 300 000 viennoiseries, 450 000 produits d'hygiène et 75 tonnes de mobilier, sensibiliser les hôtels et leurs clients à la prévention de déchets et créer 4 emplois en insertion.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition de :

- l'équipement pour la collecte (tablette pour la collecte, vélo cargo électrique, chargeur véhicule électrique) ;
- de l'équipement pour l'atelier de surcyclage (machine à coudre, centrale vapeur, brodeuse, machine à impressions transferts) ;
- de la signalétique (équipement de protection individuelle pour la collecte, marquage du vélo) ;
- des logiciels de gestion et au développement d'un site web.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de valorisation matière d'au moins 65 % des Déchets d'Activités Economiques entre 2014 et 2031 et de la Stratégie régionale en faveur de l'économie circulaire (SREC) d'amener les secteurs du tourisme vers un objectif « zéro déchet ».

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif I : 35 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement pour la collecte	7 050,00	27,76%
Equipement pour l'atelier de surcyclage	9 700,00	38,19%
Logiciels de gestion, développement site-web et signalétique	8 650,00	34,06%
Total	25 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	6 350,00	25,00%
Fonds propres	19 050,00	75,00%
Total	25 400,00	100,00%

DOSSIER N° EX061689 - Développement du réemploi, de la réutilisation et de la réparation des meubles repris au domicile des franciliens

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	54 000,00 € HT	20,00 %	10 800,00 €
	Montant total de la subvention		10 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SMARTBACK

Adresse administrative : 97 RUE DE VERSAILLES
92410 VILLE D'AVRAY

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Madame Ariane VARALE, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2022 - 30 septembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

SmartBack, entreprise de l'Economie Sociale et Solidaire souhaite de développer le réemploi, la réutilisation et la réparation des meubles repris au domicile des particuliers issus de deux processus :

- une demande de retour lors d'un achat Internet auprès d'un distributeur français de meubles pour des raisons de rétractation ou réclamation : aujourd'hui, les retours parcourent de longues distances pour retourner dans l'entrepôt central du distributeur où ils finissent déstockés et parfois envoyés à l'étranger sinon en enfouissement ;
- une demande de reprise « 1 pour 1 » : les distributeurs vont devoir proposer un service gratuit de débarras de l'ancien produit à chaque nouveau produit livré à partir du 1er janvier 2022.

Il s'agit de mettre en place une solution locale de revalorisation pour chaque meuble repris chez un particulier grâce à un logiciel de diagnostic de l'état du produit à partir d'informations fournies par le client pour décider de la meilleure seconde vie possible :

- s'il est neuf ou quasi, trouver un acquéreur pour racheter le produit et le remettre en circuit de vente ;
- s'il est un légèrement abîmé, le donner, gratuitement, à une ressourcerie locale, pouvant éventuellement le réparer et le revendre ;
- s'il est vraiment trop endommagé, le mettre dans les circuits appropriés de recyclage.

Après le diagnostic de l'état du produit pour lui donner une seconde vie adéquate, SmartBack se charge de gérer opérationnellement la collecte du produit chez le particulier, le livrer à un repreneur, et de sensibiliser les clients à l'économie circulaire locale.

Grâce à la mise en place du projet, SmartBack compte réemployer 400 produits sur 6 mois de la phase pilote, limiter à maximum 30 km la distance parcourue par produits après sa reprise, soutenir les ressourceries dans leurs actions et porter à la connaissance de 2000 habitants l'activité des ressourceries.

La Région apporte son soutien financier au développement du logiciel pour gérer les reprises.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de doubler l'offre de réemploi, réutilisation et réparation à destination des franciliens en 2031.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif II : 20 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Logiciels de gestion, développement du logiciel	54 000,00	100,00%	Région Île-de-France	10 800,00	20,00%
			Fonds propres	43 200,00	80,00%
Total	54 000,00	100,00%	Total	54 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX061795 - Développement de la consigne pour réemploi pour la plateforme de vente en ligne L'Intendance (75)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	381 000,00 € HT	15,00 %	57 150,00 €
	Montant total de la subvention		57 150,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPLASTIFY

Adresse administrative : MERYEM BEN MOUAZ
75018 PARIS

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Madame Meryem BENMOUAZ, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2021 - 31 octobre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La conception des prototypes doit commencer en novembre 2021 pour pouvoir lancer la nouvelle gamme de produits consignés début 2022.

Description :

Deplastify a créé en 2018 une plateforme de vente en ligne « L'intendance » qui propose 700 produits alimentaires, cosmétiques et d'entretien présentés dans des emballages primaires sans plastique. La société a récemment introduit des produits frais, des plats préparés et se positionne sur des produits de consommation courante qui ne sont pas disponibles en vrac et en magasin (lait et yaourts consignés, tofu, dissolvant consignés, compotes et soupes consignées...) pour être une alternative attrayante aux courses des magasins bios spécialisés. De plus, la société opère un système de consigne et suit précisément les cycles d'utilisation des contenants afin d'augmenter le taux de réutilisation des éléments consignés. À date, Deplastify estime à plus de 10 tonnes les gains en emballages plastiques à la suite des commandes réalisées sur le site. En plus du caractère réducteur de déchets, la société favorise l'approvisionnement local en ayant plus de 40% de ses producteurs en région Île-de-France et plus de 95% en France.

Afin de pouvoir développer d'avantage son activité, l'entreprise souhaite dans un premier temps élargir sa gamme afin que les consommateurs puissent accéder à des produits similaires à ceux des supermarchés classiques. L'élargissement de la gamme de produits nécessitera l'adoption de nouveaux contenants. Deplastify réalisera en concertation avec ses principaux fournisseurs, son partenaire de lavage Uzaje et le Réseau Consigne, des prototypes à tester pour répondre à l'ensemble des critères définis par la société et respecter les normes réglementaires.

Par ailleurs, Deplastify a pour projet de développer son offre pour les entreprises où elle a anticipé un fort potentiel de croissance et donc une opportunité d'accroître l'impact environnemental positif de son activité. Elle a d'ores et déjà sélectionné des prospects à qui elle enverra directement des produits dans des contenants réutilisables dans le but de les accompagner dans leur transition vers le réemploi en s'adressant à des structures variées comme les hôtels, des restaurants, des espaces de co-working ou les gestionnaires de parcs immobiliers, l'entreprise a pour objectif de collaborer avec une centaine d'entreprises six mois après la mise en place de l'offre.

La Région apporte son soutien financier à la réalisation de prototypes pour des nouveaux contenants, à l'acquisition de contenants, des étiquettes, de gerbeurs électriques, d'un véhicule électrique, de bacs de nettoyage.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de déploiement de la consigne pour réemploi sur le territoire francilien.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif II : 15 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prototypes et test de R&D	50 000,00	13,12%
Contenants et étiquettes	280 000,00	73,49%
Matériel de manutention et de nettoyage	25 000,00	6,56%
Véhicule électrique	26 000,00	6,82%
Total	381 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	57 150,00	15,00%
Fonds propres	323 850,00	85,00%
Total	381 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

DOSSIER N° EX061455 - Création d'un centre de tri interne pour les déchets d'activités événementielles à Paris (75)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	176 848,00 € HT	15,00 %	26 527,20 €
	Montant total de la subvention		26 527,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEPE SOC D'EXPLOITATION DE PARCS D'EXPOSITION
Adresse administrative : 38 AV DE NEW YORK
75016 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Florent JONCQUIERT, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2022 - 30 avril 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La Société d'exploitation de parcs d'exposition (SEPE), délégataire de service public, a pour mission d'exploiter les espaces du Parc Floral de Paris pour les activités événementielles (commercialisation des espaces, accueil des événements et du public, entretien, maintenance etc.) et la réalisation d'investissements dans les bâtiments et extérieurs constitutifs de l'Espace Evènements (9 500 m2 de halls).

Les activités événementielles, qui relèvent pour la plupart de l'éphémère, et qui attirent chaque année plus de 630 000 visiteurs et exposants, sont génératrices de nombreux déchets sur le site. En 2019, 291,36 tonnes de déchets ont été produites, avec un taux de tri de seulement 9%, principalement pour des déchets en carton.

Fort de ce constat, la SEPE Parc Floral souhaite améliorer la valorisation de ses déchets d'activités économiques par la création d'un centre de tri de 425 m2 au sein de son espace événementiel. Le centre permettra la mise en application du principe des 5 flux, avec tri à la source de ces flux, ainsi qu'une extension de la consigne de tri (biodéchets, tissus, moquette).

Les travaux d'aménagement du centre sont prévus pour avril 2022.

La Région apporte son soutien financier à l'aménagement du centre de tri, par l'acquisition de matériel et équipements nécessaires (2 compacteurs, caissons, rails de guidage pour bennes) et la réalisation de travaux d'aménagement, prévus en avril 2022 (raccordement à l'électricité et à l'eau courante, mise en place d'une clôture, installation d'un brise-vue et signalétique, aménagement d'une partie de la zone en voirie lourde).

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de relever le défi du tri et du recyclage et de valorisation matière d'au moins 65 % des Déchets d'Activités Economiques d'ici 2031.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre de la mesure IV : 15 % des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel et équipement	91 348,00	51,65%
Travaux d'aménagement	85 500,00	48,35%
Total	176 848,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	26 527,20	15,00%
Fonds propres	70 738,80	40,00%
ADEME	79 582,00	45,00%
Total	176 848,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX061611 - Création d'un commerce de vrac dans le 14ème arrondissement de Paris

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	34 000,00 € HT	35,00 %	11 900,00 €
Montant total de la subvention			11 900,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JG VRAC

Adresse administrative : 15 RUE BENARD
75014 PARIS

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur Julien GUILLON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 30 avril 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : les équipements doivent être installés avant l'ouverture de la boutique en mars 2022.

Description :

Le développement des commerces de vrac de proximité répond à l'objectif régional d'accélérer l'élimination des emballages plastiques à usage unique. Pour disposer d'une offre professionnelle de qualité, ce déploiement est réalisé avec l'appui du Réseau Vrac.

La création du commerce JG Vrac repose sur une forte demande des habitants du 14ème arrondissement de Paris, ces derniers ayant été 273 à répondre favorablement à une enquête pour l'ouverture d'un commerce de vrac début 2021.

L'ouverture de ce commerce, d'une surface de 65m2, ciblera la vente de produits en vrac au niveau alimentaire, mais aussi des produits ménagers et d'entretien, ainsi que des accessoires zéro-déchet, dont la grande majorité seront fabriqués en France. Le but est d'inciter la clientèle à utiliser leurs propres contenants ou à s'équiper directement en magasin via des sacs à vrac, bocal et bouteilles.

La réduction de l'utilisation des emballages sera aussi abordée par la sensibilisation des consommateurs au zéro déchet, au travers d'ateliers thématiques. Le vrac permettant au consommateur de choisir la quantité de produits achetés, un objectif sous-jacent est également de participer à réduire le gaspillage alimentaire.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition de matériel spécifique à la vente au vrac (meubles, fontaines, machines et silos).

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de doubler l'offre de réemploi, réutilisation et réparation à destination des franciliens en 2031.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif II : 35 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements	34 000,00	100,00%
Total	34 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	11 900,00	35,00%
Fonds propres	22 100,00	65,00%
Total	34 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX061625 - Création d'un commerce de vrac dans le 20ème arrondissement de Paris

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	15 500,00 € HT	35,00 %	5 425,00 €
Montant total de la subvention			5 425,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KILOGRAMME

Adresse administrative : 10 RUE DE MEAUX
75019 PARIS

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Madame Iris HERBOMEL, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le développement des commerces de vrac de proximité répond à l'objectif régional d'accélérer l'élimination des emballages plastiques à usage unique. Pour disposer d'une offre professionnelle de qualité, ce déploiement est réalisé avec l'appui du Réseau Vrac.

L'épicerie Gramme est un commerce, dont l'offre reposera sur la vente en vrac de produits et de paniers solidaires de fruits et légumes, l'organisation d'ateliers « faire soi-même » zéro-déchet, et une restauration de saison zéro gaspillage.

Afin d'aller plus loin dans sa démarche de réduction des déchets, l'épicerie a débuté un travail de réduction des emballages en amont de la filière avec des producteurs partenaires, au travers d'un système de consigne.

L'ouverture de la boutique est prévue pour le premier trimestre 2022.

La vente en vrac des produits alimentaires sur un an devrait permettre d'éviter 15 tonnes de déchets d'emballages et de créer 3 emplois pérennes en 2022.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition d'équipements dédié au vrac.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de réduire les emballages.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif II : 35 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements	15 500,00	100,00%
Total	15 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	5 425,00	35,00%
Fonds propres	10 075,00	65,00%
Total	15 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX061592 - Mise en place de deux composteurs électromécaniques à Versailles et Saint-Cyr-l'Ecole (78)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	442 144,00 € TTC	25,00 %	110 536,00 €
	Montant total de la subvention		110 536,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAVGP COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION VERSAILLES GRAND
PARC
Adresse administrative : 6 AVENUE DE PARIS
78009 VERSAILLES
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur FRANCOIS DE MAZIERES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2022 - 28 février 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Dans le cadre de sa politique de réduction des déchets, Versailles Grand Parc souhaite expérimenter une solution de traitement des déchets alimentaires par compostage électromécanique à Versailles et à Saint-Cyr-l'Ecole.

Il s'agira de réaliser une collecte séparative des déchets alimentaires dans la mesure du possible par mobilité douce (type triporteur ou autre) et de les traiter localement dans des composteurs électromécaniques fermés d'une capacité de traitement aux alentours de 120 tonnes/an pour chacun des deux équipements prévus.

Les composteurs électromécaniques permettent un traitement rapide (15 à 25 j) dans des conditions bien maîtrisées (t°/temps/aération...) et en milieu fermé (maîtrise des odeurs).

L'emprise au sol est d'environ 70 m² afin de permettre l'installation du composteur électromécanique et du broyeur, avec des zones de stockage pour le compost en maturation, la matière structurante ainsi que pour le lavage des contenants de collecte.

Le composteur de Versailles permettra de traiter les déchets alimentaires des écoles de la ville (5 700 repas/j), complétés par quelques gros producteurs professionnels afin d'assurer le maintien de l'activité du composteur électromécanique pendant les périodes de vacances scolaires.

Il sera situé sur le site communal du cimetière des Gonards.

Cette première installation s'inscrit dans la continuité de l'expérimentation proposée par le SYCTOM et dont bénéficient les écoles de Versailles. Dans un second temps, si la mise en place du premier composteur électromécanique est concluante, un second composteur pourra être mis en place afin de collecter toutes les écoles et de proposer aux parents d'élèves d'apporter leurs déchets alimentaires (voire d'installer des bornes de collecte pour étendre la collecte à certains habitants).

Le composteur de Saint-Cyr-l'Ecole permettra de traiter les déchets alimentaires des habitants de la ZAC Charles Renard (ZAC Charles Renard = 4500 habitants en 2022) via une collecte en abris bacs et ceux des 10 écoles de la ville (1 640 repas/j).

Le composteur électromécanique devrait être installé au 57 rue du docteur Vaillant, près de l'aérodrome.

Un marché a été lancé par Versailles Grand Parc en septembre 2021 et le démarrage effectif des composteurs est prévu en février 2022.

La Région apporte son soutien aux travaux d'aménagement des 2 plateformes de compostage mécanique, à l'installation de 2 composteur électromécanique et de 2 broyeurs, à l'acquisition de 2 vélos avec cariole et aux équipements de pré-collecte.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de déploiement des dispositifs de collecte et de tri à la source des gisements de déchets organiques et biodéchets.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif IV – Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique : 35 % des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- SAINT-CYR-L'ECOLE
- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement des plateformes de compostage	111 428,00	25,20%
Composteurs électromécaniques et broyeurs, livraison et installation	250 530,00	56,66%
Equipement de collecte et stockage pour les composteurs	21 150,00	4,78%
2 vélos avec remorque	28 430,00	6,43%
Equipement et petit matériel de pré-collecte	30 606,00	6,92%
Total	442 144,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	110 536,00	25,00%
Fonds prpres	88 428,80	20,00%
ADEME	243 179,20	55,00%
Total	442 144,00	100,00%

DOSSIER N° EX061570 - Plan Compostage pour le territoire de Grand Paris Sud Seine Essonne (91)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	553 972,00 € HT	35,00 %	193 890,00 €
Montant total de la subvention			193 890,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE
SENART
Adresse administrative : 505 PLACE DES CHAMPS ELYSEES
91080 EVRY-COURCOURONNES
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Michel BISSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2022 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Grand Paris Sud (GPS) compte 354 964 habitants dont plus de 50 % se concentre sur 5 communes (Evry-Courcouronnes, Corbeil-Essonnes, Savigny-le-Temple, Ris-Orangis et Grigny). Depuis le 1er janvier 2020, GPS assure la compétence collecte sur 21 de ses communes et l'a transférée au SIVOM pour 2 communes (Moissy-Cramayel et Combs-la-Ville). La compétence traitement a été transférée à 3 syndicats (SIREDOM, SMITOM-LOMBRIC Centre Ouest Seine et Marnais et SIVOM de la Vallée d'Yerres et Sénart).

De 2019 à 2021, un schéma directeur de la collecte des déchets a été élaboré. Il vise d'une part à une mise en cohérence des niveaux de services, à faire évoluer les pratiques et à une meilleure maîtrise des coûts et d'autre part à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et des polluants atmosphériques du territoire.

Pour accompagner la mise en œuvre de ces changements de service, la collectivité lance un plan compostage qui s'articule avec le futur PLPDE (Programme Local de la Prévention des Déchets et de l'Energie).

Ce plan prévoit :

- la distribution des composteurs en livraison par la régie pré-collecte ;
- la remise des composteurs domestiques lors d'ateliers « compost » par les Ambassadeurs ;
- l'accompagnement des habitants en pavillon par un opérateur spécialiste du compostage ;
- le déploiement de plateformes de compostage partagées sur l'espace public/privé pour les habitants en appartement en partenariat avec les villes, les associations locales, les habitants, les gestionnaires de logements ;

- l'accompagnement par un opérateur spécialiste de la concertation et de la formation des habitants à la pratique du compostage partagé. Cet accompagnement fait l'objet d'une demande de financement de l'ADEME et permettra une utilisation plus efficiente des composteurs.

La Région apporte son soutien financier à l'achat du matériel nécessaire au compostage (biosceaux, composteurs individuels et collectifs, kits de brassage...). Les composteurs seront en bois ou en plastique recyclés.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du PRPGD (Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France) de déploiement du compostage de proximité dans le cadre de la généralisation du tri à la source des biodéchets avant 2023.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif économie circulaire et de la mesure II : 35 % du montant des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- (EX) COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
11 150 biosceaux	31 778,00	5,74%
8 785 composteurs individuels	468 183,00	84,51%
237 composteurs collectifs	52 040,00	9,39%
79 kits compostage (griffe, fourche, brass'compost...)	1 971,00	0,36%
Total	553 972,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	193 890,00	35,00%
Fonds propres	360 082,00	65,00%
Total	553 972,00	100,00%

DOSSIER N° EX061593 - Optimisation et amélioration de la collecte sélective en conteneurs d'apport volontaire de proximité

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-72-204181-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	714 286,00 € HT	35,00 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYND MIXTE VALLEE YERRES ET DES SENARTS
Adresse administrative : ROUTE DU TREMBLAY
91480 VARENNES JARCY
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Guy GEOFFROY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple de la Vallée de l'Yerres et des Sénarts (SIVOM), qui compte 179 674 habitants, est un syndicat intercommunal, créé en 1960, dont la vocation principale est d'assurer la collecte et le traitement des déchets pour 15 communes, implantées sur les départements de l'Essonne, la Seine-et-Marne et le Val-de-Marne.

Le projet prévoit de :

- Densifier le maillage des colonnes enterrées destinées à la collecte du verre sur l'ensemble du territoire en appliquant 2 principes : Une colonne aérienne ou enterrée pour 450 habitants, une colonne aérienne ou enterrée à moins de 500 mètres de chaque foyer ;
- Remplacer la collecte en porte à porte en bac par une collecte de proximité en colonne /enterrée dans les collectifs, notamment lors d'opérations de réhabilitation ;
- Systématiser la collecte de proximité en colonne enterrée destinée au tri des déchets en particulier les emballages ménagers et papiers dans les collectifs, notamment lors d'opérations de réhabilitation ou lors de la suppression des locaux vide-ordures.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition de 18 colonnes enterrées multi matériaux et 54 colonnes destinées au verre ainsi qu'au remplacement de 64 colonnes tous flux détériorés.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du PRPGD (Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France) d'amélioration des performances de tri et d'optimisation des coûts du service de collecte.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif économie circulaire et de la mesure II : 35 % du montant des dépenses éligibles.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de 18 colonnes enterrées multi matériaux	83 220,00	11,65%
Acquisition de 54 colonnes enterrées verre	286 179,00	40,07%
Remplacement de colonnes enterrées/usure tous flux (32 colonnes /an)	344 887,00	48,28%
Total	714 286,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	250 000,00	35,00%
Fonds propres	464 286,00	65,00%
Total	714 286,00	100,00%

DOSSIER N° EX061532 - Déploiement d'une offre de contenants consignés de la restauration commerciale du territoire Paris La Défense (92)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	53 250,00 € HT	12,00 %	6 390,00 €
	Montant total de la subvention		6 390,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EPP TRI-O

Adresse administrative : 107 RUE DU CHATEAU
92100 BOULOGNE BILLANCOURT

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur Matthieu DE CHANALEILLES, Président directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 octobre 2021 - 30 juin 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'étude a dû commencer dès le mois d'octobre afin de permettre un lancement du projet en 2022.

Description :

Il s'agit de proposer une gestion déléguée des déchets dans les tours de bureaux des grandes entreprises situées à la Défense. La très large et diversifiée offre de restauration sur ce site, avec une prédominance de la consommation nomade, a fait imaginer à Tri-O un projet de collecte et de lavage pour les contenants « à emporter » réutilisables.

Avant de lancer le service de contenants consignés, l'entreprise souhaite mener une étude de faisabilité afin de :

- valider la faisabilité d'un partenariat avec les acteurs de la chaîne amont du réemploi ;
- valider un modèle économique viable pour la solution imaginée ;
- mesurer l'impact environnemental et social du projet : tonnes de déchets évités et créations d'emplois locaux ;
- réaliser une enquête consommateurs pour adapter la solution aux attentes ;
- recueillir suffisamment de lettres d'intention des prospects/clients pour passer à l'étape d'après et financer les investissements nécessaires au lancement du service : production des meubles de collecte, installation d'une usine de tri-lavage et inspection, solutions de collecte (vélos-cargos).

L'objectif à terme est de supprimer les contenants à usage unique de la restauration commerciale du territoire de Paris Défense.

La Région apporte son soutien financier à la réalisation de l'étude de faisabilité.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de déploiement de la consigne pour réemploi sur le territoire francilien.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif II : 35 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- PARIS OUEST LA DEFENSE (EPT4)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de faisabilité	53 250,00	100,00%
Total	53 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	6 390,00	12,00%
Fonds propres	15 975,00	30,00%
ADEME	30 885,00	58,00%
Total	53 250,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets

DOSSIER N° EX061368 - Tiers-lieu dédié à la valorisation de l'artisanat, du réemploi et de l'upcycling à Bagnolet (93)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	387 500,00 € HT	20,00 %	77 500,00 €
Montant total de la subvention			77 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AU MILIEU
Adresse administrative : 141 RUE DE PICPUS
75012 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Estelle PASTOUT, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 29 janvier 2022 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'association "Au Milieu" porte un projet de tiers-lieu sur une parcelle du Parc Départemental Jean Moulin - Les Guilands, situé sur les communes de Bagnolet et de Montreuil. Ce tiers-lieu sera dédié au réemploi et à la valorisation de l'artisanat, de l'économie circulaire et de la vie associative locale.

Par ce projet, l'association souhaite favoriser l'accès à l'artisanat au plus grand nombre par la mise à disposition d'espaces, d'outils et de compétences, et créer un lieu de sociabilité et de résidence professionnelle autour des usages et métiers liés à la question de l'économie circulaire et de la transition écologique. Il s'agit ainsi, de valoriser le tissu économique artisan et associatif local et d'organiser des activités collectives accessibles à tous, pour sensibiliser aux pratiques artisanales liées notamment au réemploi et la démarche d'upcycling.

Le projet comporte des ateliers in situ d'accueil du public, des animations auprès des collèges et lycées alentours, des événements culturels, et ultérieurement une épicerie solidaire et des ateliers résidents.

Le lieu, d'une surface de 400 m2, sera composé de constructions réversibles de bâtiments modulables et déplaçables à partir de 16 containers réemployés et aménagés. Des partenariats sont prévus avec des ressourceries alentours (La Recyclerie de La Noue, La Collecterie de Montreuil, la Réserve des Arts) pour la fourniture de matériaux et mobiliers. Il comportera :

- un Fab Lab équipé de machines et d'outils ;
- un lieu de collecte et recyclage dédié au plastique, avec broyeuse, extrudeuse et thermoformeuse, et imprimante 3D ;

- un atelier bois équipé de machines, d'établis, d'outil électroportatif et d'outillage pour rénovation de mobilier ;
- une cabine de peinture ;
- une cabine de desablage / aérogommage ;
- un atelier de couture avec machines à coudre, brodeuse numérique, thermo-colleuse ;
- un atelier de serrurerie avec forge et poste de soudure.

L'association Au Milieu a été lauréate 2021 de l'Appel à Agir In Seine Saint Denis pour ce projet.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition des conteneurs de réemploi, aux travaux d'aménagement du lieu et des différents espaces, à l'acquisition du matériel, des machines et des outils pour les ateliers, ainsi qu'à la rémunération de personnels liée au développement du projet, nécessaire à la construction et l'aménagement du tiers-lieu.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire de doubler l'offre de réemploi, réutilisation et réparation à destination des franciliens en 2031, et de mobiliser l'ensemble des acteurs pour réduire les déchets de la Région.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif II - Développer le réemploi, la réutilisation et la réparation : 20 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- BAGNOLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	230 000,00	59,35%
Acquisition de containers	60 000,00	15,48%
Matériel, machines, outils	77 500,00	20,00%
Rémunérations de personnels liées au développement du projet	20 000,00	5,16%
Total	387 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	77 500,00	20,00%
ADEME	79 000,00	20,39%
Communes de Bagnolet et de Montreuil	20 000,00	5,16%
EPT Est Ensemble	10 000,00	2,58%
Département de la Seine-Saint-Denis	35 000,00	9,03%
Fonds propres	166 000,00	42,84%
Total	387 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX061369 - Création d'une manufacture de mobilier de réemploi en insertion à Gagny (93)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	39 000,00 € HT	35,00 %	13 650,00 €
	Montant total de la subvention		13 650,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES VALORISTES
Adresse administrative : 32 AVENUE EMILE COSSONNEAU
93220 GAGNY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Ngoc Lan LOI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 29 janvier 2022 - 31 juillet 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'association "Les Valoristes" s'est constituée sur le territoire Grand Paris Grand Est avec l'objectif de développer une structure d'insertion par l'activité économique.

Il s'agit de :

- créer une manufacture de mobilier socialement responsable qui concevra, fabriquera et vendra du mobilier et des espaces de travail à destination des professionnels, des tiers-lieux et des collectivités à partir du réemploi et de la réutilisation de matériaux et déchets issus d'éléments d'ameublement ménagers, mobilier professionnel, matériaux issus du BTP comme du bois de charpente, chute de matériaux, etc.

L'association vise un double objectif :

- favoriser la réinsertion de personnes en difficulté en créant un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI) sur les métiers du réemploi et de la valorisation des déchets de mobilier qui vient compléter l'offre d'insertion du territoire ;
- réduire la production et améliorer la valorisation des déchets d'ameublement et de chantier, tout en alimentant et renforçant les filières du réemploi dans ces deux secteurs.

L'association est lauréate du Programme Emergence France Active mais également de la Place de l'Emergence France Active.

Les prochaines étapes du projet sont :

- La réalisation de prototypes de mobiliers (prestation d'ingénierie) ;

- L'acquisition d'équipements fixes et portatifs, principalement de menuiserie ;
- La recherche d'un local à Gagny ou dans ses environs.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition des machines et outils nécessaires à l'activité.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire de doubler l'offre de réemploi, réutilisation et réparation à destination des franciliens en 2031, et de mobiliser l'ensemble des acteurs pour réduire les déchets de la Région.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif II - Développer le réemploi, la réutilisation et la réparation : 15 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- GAGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel, machines, outils	39 000,00	100,00%
Total	39 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région île-de-France	13 650,00	35,00%
Fonds propres	13 350,00	34,23%
Fondations privées	12 000,00	30,77%
Total	39 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX061382 - Changement d'échelle d'une activité de confitures anti-gaspillage alimentaire à Stains (93)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	304 000,00 € TTC	10,00 %	30 400,00 €
	Montant total de la subvention		30 400,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RE BELLE
Adresse administrative : 37 RUE MADELEINE ODRU
93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Laura THIERRY, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 29 janvier 2022 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

45 % des fruits et légumes des producteurs locaux ne finissent pas dans nos assiettes : ces fruits et légumes ne sont pas achetés par les consommateurs, voire non-proposés à la vente et jetés par les grandes surfaces, parce qu'ils ne correspondent pas aux standards de vente.

Re-Belle est une association créée en 2017 dont l'objectif est de développer, à l'échelle de la région Île-de-France, un mode de production alimentaire alternatif permettant de limiter le gaspillage alimentaire et de valoriser les déchets organiques grâce à son activité de transformation en confitures et chutneys des fruits et légumes invendus récupérés auprès de nombreux partenaires régionaux (grandes surfaces, hôtels, restaurants, agriculteurs urbains, etc.).

Elle a d'ores et déjà pu revaloriser plus de 120 tonnes de fruits et légumes invendus en vendant plus de 250 000 pots de confitures dans ses 130 points de ventes régionaux.

L'association souhaite déménager dans de nouveaux locaux de 600m² situés à Stains pour :

- développer son activité afin d'augmenter les tonnes de fruits et légumes ;
- diversifier sa production : création d'une gamme de nouveaux produits (compotes, soupes, sauces et jus de fruits) et d'une gamme biologique ;
- augmenter la production grâce à l'acquisition de nouveaux équipements de production et de stockage ;
- améliorer ses process pour tendre vers une production zéro déchet : développer un système de consigne et un mode de production exemplaire dans sa circularité ;

- mener des actions de sensibilisation aux méthodes de production zéro déchet et à la réduction des déchets issus de l'alimentation.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition des équipements de production, du matériel de sensibilisation, du matériel de stockage et de collecte pour les contenants consignés.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire d'offrir un débouché pérenne et vertueux pour les déchets organiques et de diminuer de moitié le gaspillage alimentaire d'ici à 2025 et de 60 % en 2031.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif I : Agir pour le « zéro déchet » et lutter contre les gaspillages
10 % des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- STAINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements de production	154 000,00	50,66%
Matériel de sensibilisation	70 000,00	23,03%
Matériel de stockage et de collecte pour les contenants consignés	80 000,00	26,32%
Total	304 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	30 400,00	10,00%
Fonds propres	89 600,00	29,47%
Fondations privées	154 000,00	50,66%
Département de Seine-Saint-Denis	30 000,00	9,87%
Total	304 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX061383 - Développement d'une activité d'insertion par le réemploi et la transformation de matériaux bois et métal à Stains (93)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	446 500,00 € TTC	20,00 %	89 300,00 €
Montant total de la subvention			89 300,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVES SOLIDAIRES
Adresse administrative : 95 BOULEVARD FELIX FAURE
93300 AUBERVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie-Lucie SCIARLI, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2021 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les locaux occupés actuellement par l'association doivent être libérés avant la fin de l'année 2021.

Description :

« Initiatives Solidaires » est une association engagée dans l'inclusion par l'activité économique et le développement durable sur le territoire francilien depuis 2013, avec notamment une activité d'économie circulaire consistant en la revalorisation et la transformation de matériaux de récupération (bois et métal).

Cette action consiste en la récupération ciblée de matières et matériaux franciliens issus des secteurs du bâtiment, de l'événementiel et de l'ameublement, afin de les réemployer/réutiliser ou de les sur-cycler dans l'écoconception et la production de mobiliers et d'aménagements intérieurs, par le recours aux techniques artisanales de la menuiserie-ébénisterie et de la serrurerie-métallerie.

L'activité entre dans le cadre d'un « Atelier Chantier d'Insertion ». Des ateliers d'initiations aux techniques artisanales pour travailler le bois ou le métal en réemploi sont également proposés à destination des particuliers et des entreprises, afin de sensibiliser les habitants du territoire aux enjeux de la préservation des ressources et de la réintroduction des savoir-faire artisanaux pour faire émerger de nouveaux métiers et participer à la structuration de la filière de l'économie circulaire, notamment sur le mobilier durable.

Initiatives Solidaires occupait jusqu'à présent des locaux à Aubervilliers qui sont en cours de vente. Dans l'obligation de déménager, l'association a choisi d'opter pour des locaux plus grands à Stains, afin :

- de répondre à la demande en forte croissance (obligations de la commande publique depuis la loi AGEF, cahier des charges de la SOLIDEO pour les JO 2024, etc.)
- d'intensifier et diversifier son activité.

Ainsi le passage de 1 500 m² à 2 400 m² permettra d'augmenter la capacité de production, le nombre d'emplois créés, le tonnage de matières et matériaux récupérés et stockés, et la part de mobiliers et d'aménagements issus de réemploi et de sur-cycling produits et vendus en Île-de-France.

La Région apporte son soutien financier aux travaux d'aménagement des nouveaux locaux, à l'acquisition des équipements, machines, matériel informatique et véhicules électriques nécessaires à l'activité, au développement d'un outil numérique pour faciliter la production ainsi qu'à une étude de faisabilité et de prototypage pour la diversification de l'activité.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire de doubler l'offre de réemploi, réutilisation et réparation à destination des franciliens en 2031, et de mobiliser l'ensemble des acteurs pour réduire les déchets de la Région.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif II - Développer le réemploi, la réutilisation et la réparation :

20 % des dépenses éligibles en étude de faisabilité ou pré-opérationnelle ainsi que pour les autres investissements nécessaires au projet

Localisation géographique :

- STAINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de faisabilité/prototypage	10 000,00	2,24%
Travaux d'aménagement	90 000,00	20,16%
Equipements, machines	215 000,00	48,15%
Matériel informatique	5 500,00	1,23%
Véhicules électriques	96 000,00	21,50%
Développement d'un outil numérique	30 000,00	6,72%
Total	446 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	89 300,00	20,00%
Fonds propres	178 850,00	40,06%
Fondations privées	85 000,00	19,04%
Plaine commune	8 000,00	1,79%
Fonds départemental d'insertion	85 350,00	19,12%
Total	446 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX061386 - Projet pilote pour la production de substrats fertiles urbains à base de terres excavées et compost à Saint-Denis (93)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	631 396,00 € HT	20,00 %	126 279,20 €
Montant total de la subvention			126 279,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FAISEURS DE TERRES
Adresse administrative : 6 RUE ARNOLD GERAUX
93450 L'ILE SAINT DENIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Stéphane BERDOULET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 29 janvier 2022 - 28 février 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La SAS Faiseurs de Terres est née de la rencontre entre l'association d'insertion Halage, la SAS de R&D en matériaux pour l'économie circulaire Neo-Eco et la SAS en agriculture urbaine Topager, qui se sont réunies afin de construire une filière de fabrication de substrats fertiles en valorisant des terres excavées, des minéraux de déconstruction et des composts de biodéchets issus des villes. Cette approche permet de réduire les coûts de gestion de ces matières usagées, de produire des terres végétales économiquement compétitives, et de créer de l'emploi accessible aux personnes éloignées du marché du travail.

La connaissance du territoire permettra à « Faiseurs de Terres » d'identifier les gisements de matières usagées urbaines nécessaires à l'activité, qui seront préparées et entreront dans la fabrication de terres spécifiquement adaptées aux exigences végétales des aménageurs, maîtres d'ouvrage publics et privés et concepteurs d'espaces verts urbains (toitures végétalisées, agriculture urbaine, etc.)

Un démonstrateur de cette activité existe déjà sur le site du Lil'Ô à L'Île-Saint-Denis, en partenariat avec la SOLIDEO et Plaine Commune dans le cadre de son projet Métabolisme Urbain.

Il s'agit à présent de réaliser un projet pilote, grâce à la mise à disposition d'un terrain à Saint-Denis.

Les résultats des études déjà menées dans le cadre du démonstrateur seront affinées afin d'aboutir à un projet écologiquement et économiquement viable, ainsi que d'actionner une phase opérationnelle par une opération grandeur nature de valorisation des déchets du territoire en substrat fertiles.

L'objectif est d'affiner le modèle économique, le développement scientifique et les moyens techniques de l'activité, en visant une future généralisation par la création d'une plateforme industrielle.

La Région apporte son soutien financier aux travaux d'aménagement du site, à l'acquisition des équipements et matériels nécessaires à l'activité, aux études de faisabilité et pré-opérationnelles du projet ainsi qu'aux prestations d'ingénierie liées au développement du projet.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'économie circulaire de mettre l'économie circulaire au cœur des chantiers et des projets d'aménagement franciliens.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif III - Mettre l'économie circulaire au cœur de l'aménagement et des chantiers franciliens : 20 % des dépenses éligibles

Localisation géographique :

- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	223 798,00	35,44%
Equipements, matériels	136 000,00	21,54%
Etudes de faisabilité et pré-opérationnelles	271 598,00	43,02%
Total	631 396,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	126 279,20	20,00%
Fonds propres	505 116,80	80,00%
Total	631 396,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX061387 - Plastic palace, tiers-lieu expérimental de sensibilisation à la prévention et à la valorisation des déchets plastiques à Aubervilliers (93)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	324 912,00 € TTC	15,00 %	48 736,80 €
	Montant total de la subvention		48 736,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FORT RECUP

Adresse administrative : 174 AVENUE JEAN JAURES
93300 AUBERVILLIERS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur DOMINIQUE TAPPY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 29 janvier 2022 - 31 mars 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'association « Fort Recup » a été créée en 2017 avec pour vocation de s'inscrire dans la démarche de transition écologique citoyenne à l'échelle locale et de créer des lieux basés sur un modèle d'économie circulaire. Elle travaille à la construction d'un futur lieu de vie de quartier pour les habitants d'Aubervilliers qui accueillera l'un de ses projets pilotes, dénommé Plastic Palace, lieu-ressource de sensibilisation et de prévention des déchets plastiques, de collecte et de revalorisation sur site. L'OPH d'Aubervilliers a validé l'implantation de ce projet sur un de ses terrains dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

L'objectif du projet est :

- d'informer et sensibiliser les habitants à l'échelle locale sur le plastique ;
- collecter de manière ludique les déchets plastiques pour inciter le plus grand nombre d'habitants à participer ;
- sensibiliser sur la prévention, le tri et sur ce que deviennent nos déchets lorsqu'ils sont jetés sera intégrée aux campagnes de sensibilisation.

Pour s'intégrer dans un modèle d'économie circulaire, l'association va ensuite recycler localement ces déchets dans son atelier-container de recyclage et les transformer en des objets en plastique recyclé qui seront quant à eux durables et à nouveau recyclables dans le futur. Cette activité de transformation permettra de dégager des recettes (par exemple en fabricant du mobilier urbain). Dans ce cadre seront mis en avant des porteurs de projet ayant des solutions complémentaires (Depuis 1920, Bellastock, etc.).

Ce projet expérimental (test du modèle et de la méthodologie de collecte de déchets et de recyclage à l'échelle locale) fera l'objet d'une étude d'impact locale et de changement de comportements.

La Région apporte son soutien financier à l'étude de faisabilité du projet, aux travaux d'aménagement des conteneurs ainsi qu'à leur équipement (machines de recyclage du plastique, outil numérique et matériel de sensibilisation) et à l'acquisition d'un vélo-cargo.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de réduction de 10 % des quantités de Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) d'ici à 2025 et d'amélioration des performances de collecte sélective et de recyclage des emballages ménagers et assimilés

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif IV - Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique :

15 % des dépenses éligibles en étude de faisabilité ou pré-opérationnelle ainsi que pour les autres investissements nécessaires au projet

Localisation géographique :

- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de faisabilité	30 500,00	9,39%
Travaux d'aménagement	144 085,00	44,35%
Equipements	53 040,00	16,32%
Développement outil numérique de sensibilisation	35 760,00	11,01%
Vélo-cargo	5 038,00	1,55%
Matériel et vidéos d'animation et de sensibilisation	56 489,00	17,39%
Total	324 912,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	48 738,00	15,00%
Fonds propres	192 709,00	59,31%
Fondation privée	30 000,00	9,23%
ADEME	53 465,00	16,46%
Total	324 912,00	100,00%

DOSSIER N° EX061586 - Mise en œuvre de réemploi sur chantier de réhabilitation thermique de logements à Noisy-le-Grand (93)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	639 923,00 € HT	35,00 %	223 973,00 €
	Montant total de la subvention		223 973,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM EMMAUS HABITAT
Adresse administrative : 92-98 BOULEVARD VICTOR HUGO
92110 CLICHY
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur SERGE CONTAT, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 31 janvier 2022 - 30 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Emmaüs Habitat procède actuellement à la réhabilitation thermique de 884 logements à Noisy-le-Grand, opération pour laquelle est fixé un objectif « Zéro déchet ultime ». L'objectif est de limiter les déchets, mais également de les revaloriser au mieux afin d'éviter au maximum le recours à l'enfouissement.

Afin de mener au mieux cette démarche, les gisements potentiels de déchets, leurs natures et les quantités ont été analysés. Ensuite, en fonction de ce diagnostic, des partenariats sont créés pour travailler en lien avec l'écosystème de réemploi et recyclage local. Enfin, une plateforme interne permet de suivre en temps réel les quantités de déchets produits et leur traitement final (réemploi, recyclage, valorisation énergétique, enfouissement).

Dans le cadre de ces travaux, les façades sont isolées thermiquement par l'extérieur puis habillées de panneaux en minéral composite « CAREA ». Parallèlement à cela, dans le cadre des enquêtes sociales les locataires ont émis la volonté de bénéficier de brise vue sur leurs balcons. Ainsi, pour conjuguer l'objectif de réduction des déchets tout en répondant à cette demande des locataires, Emmaüs Habitat projette de réemployer les chutes de panneaux de CAREA issus de l'isolation des façades afin de réaliser les occultations sur les balcons. L'objectif est ainsi de concilier réemploi de matériaux, satisfaction des locataires et qualité architecturale.

La mise en œuvre de ce réemploi permettra de valoriser 2000 m² de panneaux, et ainsi d'éviter la production de 25 tonnes de déchets à court terme (chutes de panneaux) et 50 tonnes à long terme (solution pérenne d'occultation évitant la génération de nouveau déchets par le remplacement de matériaux non durables type cannisses).

La Région apporte son soutien financier aux travaux de préparation et de pose des panneaux réemployés.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) de mettre l'économie circulaire au cœur des chantiers et de doubler l'approvisionnement local et renouvelable du secteur de la construction d'ici à 2030.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif III - Mettre l'économie circulaire au cœur de l'aménagement et des chantiers franciliens : 35 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- NOISY-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de réemploi des panneaux	639 923,00	100,00%
Total	639 923,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	223 973,00	35,00%
Fonds propres	415 950,00	65,00%
Total	639 923,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement permettant aux entreprises d'aller au-delà des normes de protection environnementale de l'Union européenne (UE) ou d'augmenter le niveau de protection de l'environnement en l'absence de normes de l'UE

DOSSIER N° 22000118 - BTPFLUX : Estimation des flux de matières en provenance et à destination du bâtiment en Île-de-France

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (fonctionnement) (n° 00000356)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 937-72-65738-172001-1700

Action : 17200107- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (fonctionnement)	199 155,00 € HT	15,06 %	30 000,00 €
Montant total de la subvention			30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CSTB CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHN
DU BATIMENT

Adresse administrative : 84 AV JEAN JAURES
77420 CHAMPS-SUR-MARNE

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial

Représentant : Monsieur Bertrand DELCAMBRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2022 - 30 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Dans son Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) 2020 la région Île-de-France a identifié le secteur du BTP comme prioritaire pour la gestion et la prévention de déchets. La meilleure connaissance des flux de produits, matériaux, équipements, déchets (PEMD) est un préalable au développement de nouvelles filières de réemploi ou de recyclage, notamment dans un contexte de mise en place de la Responsabilité Élargie du Producteur (REP) Bâtiment.

L'objectif du projet BTPFLUX est de développer un modèle qui permet de caractériser finement la matérialité du secteur du bâtiment et des flux de produits, matériaux, équipements, déchets (PEMD) associés. Sur la base d'un 1er modèle établi sur la période 2018-2020 sur le territoire de la région Île-de-France, ce projet vise à l'améliorer avec :

- l'intégration du secteur tertiaire, très présent en Île-de-France ;
- une meilleure connaissance statistique du parc et des flux de rénovation et de déconstruction ;
- la précision des sorties du modèle afin de couvrir les catégories PEMD qui vont être définies dans la réglementation ;
- l'élargissement du modèle aux déchets de plomb et d'amiante ;
- l'intégration de données territoriales pour localiser plus finement les gisements.

Le modèle développé par le CSTB permettra de contribuer aux travaux de planification de la Région Île-de-France en proposant une estimation des gisements régionaux et de leur potentiel de valorisation, en vue de mobiliser les filières sur la mise en place de nouvelles solutions de valorisation. Une estimation des flux sera réalisée à l'échelle francilienne pour contribuer au PRPGD. Un focus sera réalisé sur les 4 filières prioritaires du PRPGD (plâtre, bois, ouvrants/verre et plastiques/isolants) : description des enjeux de la filière, analyse des gisements sur l'année de référence et leur répartition géographique, identification des filières de valorisation, analyse prospective des gisements à venir et de leur potentiel de valorisation.

Enfin, la localisation des gisements de matière et leur évolution permettra d'anticiper les besoins d'installations de traitement et de stockage des déchets pour assurer un maillage fin de l'ensemble du territoire et prévoir la disponibilité du foncier. Ces résultats seront détaillés à minima par département, et des focus seront réalisés sur 5 à 10 territoires franciliens à identifier.

La Région sera associée à un comité de pilotage se réunissant tous les 6 mois pour permettre de suivre l'avancement du projet. Le CSTB organisera également des groupes de travail avec les territoires franciliens qui auront été identifiés pour les focus. Enfin, le CSTB associera les acteurs qui sont actifs à l'échelle régionale ou avec qui la Région est partenaire : ADEME IDF, IPR, CEREMA, APUR, Eco-organismes...

La Région apporte son soutien aux frais de personnel et aux frais de communication, nécessaires pour produire les différents livrables du projet. Le projet permet de contribuer aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de réduction de 10 % des DNDNI, et de stabilisation des déchets issus du BTP à l'horizon 2026.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre de la mesure VII : Accompagner les changements vers des modèles, pratiques et comportements « zéro déchet » et « circulaires » : aide de 50 % des dépenses éligibles avec un plafond de 40 000 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pilotage	18 105,00	9,09%
Développements techniques	100 300,00	50,36%
Echanges avec les acteurs du territoire et contextualisation des données	42 500,00	21,34%
Valorisation	29 750,00	14,94%
Supports de communication	8 500,00	4,27%
Total	199 155,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	30 000,00	15,06%
Fonds propres	109 155,00	54,81%
ADEME IDF (aide prévisionnelle)	60 000,00	30,13%
Total	199 155,00	100,00%

DOSSIER N° EX061517 - Fonds propreté - Acquisition d'un bateau et d'équipements pour la collecte de macrodéchets

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)

Délibération Cadre : CR127-16 modifiée du 07/07/2016

Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700

Action : 17200109- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	183 825,00 € TTC	29,41 %	54 060,00 €
Montant total de la subvention			54 060,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AU FIL DE L'EAU

Adresse administrative : 43 GALERIE ROUGET DE LISLE
94600 CHOISY LE ROI

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Jacqueline MARQUES, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2022 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'association Au Fil de l'Eau agit pour la préservation et la mise en valeur des cours d'eau franciliens, notamment la Seine et la Marne. Son périmètre d'action recouvre ainsi les départements du Val-de-Marne, de la Seine-Saint-Denis, de l'Essonne et de Paris. Son activité principale consiste à réaliser des actions de sensibilisation du Grand Public à travers des chantiers d'insertion. L'association effectue notamment des collectes de déchets qui permettent de prendre conscience des déchets flottants et submergés, des accroissements post-crue...

Cette activité est réalisée pour le moment de manière manuelle, avec des pinces et des épuisettes, et représente entre 5 et 10 sacs par jour de collecte : déchets dangereux, textiles, emballages, textiles sanitaires, masques... Face à l'enjeu et à la demande croissante des collectivités partenaires, Au Fil de l'Eau souhaite renforcer son action avec l'acquisition d'un bateau collecteur « Le Waste Cleaner 66 », conçu spécifiquement pour capter les macrodéchets et les hydrocarbures, et équipé d'une lance à eau facilitant le nettoyage des berges.

Les déchets collectés sont ensuite pris en charge et traités par la structure commanditaire : commune, intercommunalité, département, syndicat, Haropa...

Le projet consiste à développer un outil permettant à l'association de suivre plus précisément la quantité et la typologie des déchets collectés.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition du bateau ainsi que des équipements nécessaires pour procéder à la collecte des déchets : remorque, treuil, lance à incendie...

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de lutter contre les pratiques illicites et les dépôts sauvages de déchets.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif « région Île-de-France propre » : 60 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE ET MARNE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Wastecleaner 66 (bateau) et équipements	183 825,00	100,00%
Total	183 825,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	54 060,00	29,41%
Fonds propres	36 765,00	20,00%
Département de la Seine-Saint-Denis	23 000,00	12,51%
DRIETTS 94	70 000,00	38,08%
Total	183 825,00	100,00%

Annexe n°2 Fiche-projet Biodiversité LRSFS

DOSSIER N° 22001535 - LABORATOIRE REGIONAL DU SUIVI DE LA FAUNE SAUVAGE (LRSFS) - FONCTIONNEMENT

Dispositif : Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (n° 00000446)

Délibération Cadre : CR108-13 du 21/11/2013

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-1700

Action : 17100803- Soutien aux associations et organismes oeuvrant pour l'environnement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien des structures dans le secteur de l'environnement	25 000,00 € TTC	49,44 %	12 360,00 €
Montant total de la subvention			12 360,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LRSFS LABORATOIRE REGIONAL SUIVI DE FAUNE SAUVAGE IRD LRSFS
Adresse administrative : 32 AVENUE HENRI VARAGNAT
93140 BONDY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GEORGES DE NONI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'accompagner le porteur de projet sur des actions mises en place toute l'année.

Description :

Le laboratoire régional du suivi de la faune sauvage (LRSFS) est le seul laboratoire public de diagnostic vétérinaire en Île-de-France. Il est un outil indispensable de suivi des zoonoses pour détecter en amont les épidémies touchant les animaux et possiblement transmissibles aux humains.

Dans le cadre de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité, la Région s'engage à préserver la santé des Franciliens, intrinsèquement liée à la santé des écosystèmes et des espèces sauvages qui y vivent. C'est pourquoi la Région, qui partage des objectifs similaires avec le laboratoire, souhaite le soutenir dans ses missions de veille, de suivi et de recherche sur les zoonoses.

Ce soutien permettra de mener à bien les missions du laboratoire et en particulier :

- la réalisation d'analyses de routine ou dans le cadre de programme ciblés ;
- la veille, l'alerte et la prévention des maladies zoonotiques et cynégétiques par le dépistage des agents pathogènes ;
- la mise en œuvre et la valorisation des travaux de recherche ;

- la réalisation de formations dans le domaine de ses compétences ;
- la collaboration avec les services Départements/État/Fédérations des chasseurs sur des thématiques communes (inventaire et surveillance de la biodiversité, de l'environnement et des bioindicateurs, etc.).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'action 3 du règlement d'intervention de la Stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 de la CP 2020-068 du 31 janvier 2020, modifiée par la CP 2021-198 du 1er avril 2021.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de fonctionnement	5 000,00	20,00%
Frais de personnel	20 000,00	80,00%
Total	25 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	12 360,00	49,44%
Fonds propres	12 640,00	50,56%
Total	25 000,00	100,00%

Annexe n°3 Fiche-projet dérogation 100 000 stages

Commission permanente du 17 octobre 2018 - CP2018-450

Modifiée par la Commission Permanente n° CP2022-023 du 28 janvier 2022

**DOSSIER N° 18010007 - DEMARCHE ZERO PHYTO GRACE A L'ACHAT DE MATERIEL
ALTERNATIF A BETON-BAZOUCHES**

Dispositif : Politique de l'eau-Investissement (n° 00000215)

Délibération Cadre : CP16-546 du 13/12/2016

Imputation budgétaire : 907-74-204142-174006-1700

Action : 17400601- Milieux aquatiques et humides

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de l'eau-Investissement	17 170,00 € HT	29,27 %	5 026,00 €
Montant total de la subvention			5 026,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BETON BAZOUCHES

Adresse administrative : MAIRIE
77320 BETON-BAZOUCHES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Alain BOULLOT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 octobre 2018 - 31 décembre 2018

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Afin de maintenir le zéro phyto sur la voirie communale, la commune souhaite acquérir une balayeuse désherbeuse mécanique pour ses espaces à entretenir : trottoirs et caniveaux, cimetière, station d'épuration, surface gravillonnée aux abords de l'Eglise, cour de l'école, et le terrain de foot.

La commune s'est engagée à recruter un stagiaire. La commune a publié une offre de stage le 09/11/2021, aucune candidature n'a été réceptionnée. En effet, la commune n'est pas desservie régulièrement par les transports collectifs, les conditions d'accès limitent alors les possibilités d'accueil. Une dérogation est donc accordée, à titre exceptionnel.

Détail du calcul de la subvention :

Dispositif II. D : MESURES ALTERNATIVES A L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES, DE LA BIODIVERSITE ET DES PERSONNES

Le taux de subvention est plafonné à 40% maximum des dépenses subventionnables hors taxe. Il est ajusté dans le plan de financement pour ne pas dépasser 70% d'aide publique.

Le montant de la subvention est plafonné 400 000 €.

Localisation géographique :

- BETON-BAZOUCHES

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
achat balayeuse désherbeuse mécanique	17 170,00	100,00%
Total	17 170,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	5 151,00	30,00%
Région	5 026,00	29,27%
AESN (Sub. prévisionnelle)	4 293,00	25,00%
DEPARTEMENT 77 (Sub. prévisionnelle)	2 700,00	15,73%
Total	17 170,00	100,00%

Annexe n°4 Avenant de transfert BPE et fiche-projet modifiée

**CONVENTION N°20013155
AVENANT N° 1 DE TRANSFERT A MILLE PIQUANTS
CENTRE DE SAUVEGARDE POUR HERISSONS A BALLANCOURT-
SUR-ESSONNE**

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2020-459 du 15 octobre 2020,
ci-après dénommée « la Région »

Et

MILLE PIQUANTS, association, sise à la mairie de Ballancourt-sur-Essonne (91610) - 2 rue de la Mairie, SIRET n° 907534838 – 00012, représentée par son président, Nicholas HUNT, ci-après dénommée « MILLE PIQUANTS »

Et

LES P'TITS KIIPIK, association, sise 5 rue George Clémenceau à Orsay (91400), SIRET n° 847978202 – 00012, représentée par sa présidente, Sara STAHL ci-après dénommée « LES P'TITS KIIPIK »

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération N° CP 2020-459 du 15 octobre 2020, la Région Île-de-France a décidé de participer au financement du projet « *Centre de sauvegarde pour hérisson à Ballancourt-sur-Essonne* », avec montant de subvention de 10 000 €, ce qui a donné lieu à la signature de la convention correspondante n° 20013155 entre la Région et LES P'TITS KIIPIK.

L'attribution par la Région de cette subvention et son versement respectent les conditions du règlement d'intervention adopté par la délibération cadre n° CP 2020-100 du 23 janvier 2020, relatif au dispositif « Budget participatif écologique : projet locaux », ainsi que celles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021.

La subvention régionale a été initialement attribuée à l'association LES P'TITS KIIPIK, mais l'association MILLE PIQUANTS s'est depuis constituée et prend en charge le projet. L'association LES P'TITS KIIPIK a donc demandé à la Région le transfert de la subvention attribuée.

C'est l'objet du présent avenant.

Article 1

Le présent avenant a pour objet de transférer la subvention attribuée par délibération n° CP 2020-459 du 15 octobre 2020 à l'association LES P'TITS KIPIK au profit de MILLE PIQUANTS.

MILLE PIQUANTS s'engage à reprendre et à respecter l'ensemble des droits et obligations de LES P'TITS KIPIK à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention N° 20013155.

Article 2

Dans tous les articles de la convention n° 20013155, le terme « bénéficiaire » désigne MILLE PIQUANTS.

Article 3 :

Les versements sont à effectuer à :

Nom de l'organisme : MILLE PIQUANTS

Adresse de l'organisme : 2 RUE DE LA MAIRIE 91610 BALLANCOURT-SUR-ESSONNE

N° de compte à créditer : 00021803001

Nom de la Banque : CREDIT MUTUEL

Code Banque : 10278

N° de compte et Clé : 0021803001 04

Article 4 :

Les dispositions de la convention n° 20013155 non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Article 5 :

Le présent avenant prend effet à compter de sa date d'approbation par la commission permanente, soit le 28 janvier 2022.

Article 6 :

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, la fiche-projet modifiée approuvée par délibération n° CP 2020-459 du 15 octobre 2020 ainsi que le présent avenant de transfert.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux,

Le

Pour MILLE PIQUANTS,

Le président
Nicholas HUNT
Signature revêtue du cachet de
l'organisme

Le

Pour LES P'TITS KIIPIK,

La présidente
Sara STAHL
Signature revêtue du cachet de
l'organisme

Le

Pour la Région Île-de-France,

La présidente du conseil régional
Valérie PÉCRESSE

**P/ la Présidente du Conseil Régional
d'Île-de-France et par délégation**

Modifiée par la Commission Permanente du 28 janvier 2022 par rapport n° CP 2022-023

DOSSIER N° 20013155 - Centre de sauvegarde pour hérissons à Ballancourt-sur-Essonne

Dispositif : Budget participatif écologique : projets locaux (n° 00001216)

Délibération Cadre : CP2020-100 du 23/01/2020

Imputation budgétaire : 907-76-20421-176003-1700

Action : 17600307 – Plan vert et biodiversité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Budget participatif écologique - Projets locaux	13 849 € HT	72,2 %	10 000 €
	Montant total de la subvention		10 000 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MILLE PIQUANTS
Adresse administrative : 2 RUE DE LA MAIRIE 91610 BALLANCOURT SUR ESSONNE
Statut juridique : Association
Représentant : Nicholas HUNT, PRESIDENT

PRESENTATION DU PROJET

Date de démarrage de l'éligibilité des dépenses : 15/10/2020

Date prévisionnelle de demande du solde : 31/12/2021

Démarrage anticipé : NON

Description :

L'association « Mille Piquants » souhaite créer et aménager un nouveau centre de sauvegarde faune sauvage spécialisé dans les hérissons d'Europe, afin de répondre à la demande grandissante de soins à cette espèce sur le département de l'Essonne et alentours. Le hérisson est une espèce protégée et menacée, de plus en plus vulnérable en raison de la disparition de son habitat naturel, de la fragmentation du territoire et de l'utilisation massive des pesticides.

En plus des deux petits centres de soins, ce troisième centre nettement plus important permettra d'accueillir jusqu'à 60 hérissons en soins et répondre ainsi à une demande

exponentielle. Y sont accueillis tous les hérissons en détresse nécessitant d'être pris en charge (blessé, malade ou portée de petits abandonnés). Les soins dispensés sont gratuits.

Ce troisième centre sera installé dans le sous-sol d'une grande maison particulière et disposant d'un vaste terrain à Ballancourt-sur-Essonne, en cours d'acquisition (compromis de vente signé le 10 août 2020) parle responsable de l'antenne actuelle de Vert-Le-Petit. En effet, le petit centre de sauvegarde actuel ne répond plus aux besoins de plus en plus importants de prises en charge de hérissons en détresse.

L'association est partenaire de l'Arche des Associations et du Service Environnement de l'Université Paris Sud. Les bénévoles aideront à l'aménagement et à la mise en place de ce centre : travaux de peinture, carrelage, montage du mobilier et des enclos... Une partie des dons reçus cette année sera allouée à ces travaux et achat de matériel (cages, étagères, couveuses...).

Outre l'activité propre du centre de soins, l'association a un projet plus global de formation et d'information du grand public sur l'espèce *Erinaceus Europaeus*, afin de venir en aide aux hérissons bien en amont, par la protection de leur environnement et des écosystèmes. Le hérisson est en effet une espèce "sentinelle" et "parapluie" : c'est une sentinelle écologique, c'est à dire une espèce dont la sensibilité sert d'indicateur précoce des changements de l'environnement d'un écosystème. C'est également une espèce "parapluie" dans le sens où protéger une espèce parapluie revient à protéger l'ensemble du biotope associé à cette espèce dont les besoins (la niche écologique) incluent ceux de nombreuses autres espèces.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- Ballancourt-sur-Essonne **Contrat Particulier** : Hors CPRDCPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

Seules les dépenses HT sont éligibles.

Libellé des dépenses	Montant des dépenses (en €HT)	Libellé des recettes	Montant des recettes (en €)
13 cages en plexi et 30 cages à barreaux + 2 couveuses	2 920	Subvention Région Île-de-France	10 000
4 enclos extérieurs et grillages	1 536	Fonds propres	3 849
Travaux, matériel et équipements pour l'aménagement du local (électricité, plomberie, mur séparation, enduit...)	9 393		
TOTAL	13 849	TOTAL	13 849